

Fonds de pension

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 9 décembre 1999)
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (10 décembre 1999)

Les préoccupations concernant l'avenir des régimes de retraite obligatoires en raison du vieillissement de la population nous amènent à rechercher des solutions complémentaires pour garantir à chacun une retraite digne.

L'UE intervient au moins à deux titres dans le droit à la retraite:

- ◇ au plan social, pour faciliter la vie des travailleurs qui se déplacent d'un pays à l'autre au sein de l'UE,
- ◇ au plan économique, pour favoriser le marché unique des capitaux et la mise en œuvre de la libre prestation de services.

La Ligue Européenne attache une importance particulière à la possibilité effective des travailleurs au sein des états membres de bénéficier pleinement de leurs droits en matière de retraite.

La Ligue Européenne souhaite d'une part que dans chaque état membre puisse se mettre en place des systèmes de retraite complémentaires liés à l'emploi (fonds de pension). D'autre part, qu'au plan européen, des accords interviennent concernant la reconnaissance mutuelle et la gouvernance de ces fonds, compte tenu de la mobilité des capitaux et des travailleurs.

- - - - -